

Vu pour être annexé à mon  
arrêté en date de ce jour.

Grenoble, le 28 FFV. 1990

POUR LE PREFET  
LE CHEF DE BUREAU  
ET PAR ORDRE L'ATTACHÉ

PREScriptions APPLICABLES à l'ENSEMBLE  
de l'ETABLISSEMENT PERIOCHE  
Rue du Moirond - Zone Industrielle  
38420 - DOMENE

Philippe KESTLE

## I - GENERALITES

### 1.1. - Implantation et exploitation

L'établissement sera situé, installé et exploité conformément à la demande et aux documents annexés, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation s'effectuera sur les parcelles section C n° 279 et 359 de la commune de DOMENE.

### 1.2. - Modifications

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation, ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du département de l'Isère avec tous les éléments d'appréciation.

### 1.3. - Voies de circulation

Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès, seront nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté.

### 1.4. - Clôture

Afin d'en interdire l'accès, le terrain sera entouré d'une clôture efficace et résistante ou d'un mur d'une hauteur minimale de deux mètres.

Une rangée d'arbres à feuilles persistantes sera plantée en bordure du parc à ferrailles, sur toute sa périphérie.

La hauteur des dépôts sera inférieure à trois mètres. Les ferrailles seront régulièrement évacuées pour éviter des dépôts importants.

1.5. - Rongeurs, insectes

Le chantier sera mis en état de dératisation permanent.

Les factures de produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une durée d'un an.

La démoustication sera effectuée en tant que de besoin.

1.6. - En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'ouverture.

II - BRUITS et VIBRATIONS

2.1. - L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

2.2. - Les prescriptions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables. En particulier, le niveau sonore ne devra pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous (DBA) :

		JOUR : PERIODE INTERMEDIAIRE :		NUIT		
		6h à 7h		22h à 6h		
		20h à 22h				
		Dimanches et jours ferriés				
-----						
En limite de pro- priété	:	:		:		
	:	65	:	60	:	55
	:		:		:	
	:		:		:	

2.3.- Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, seront conformes à la réglementation en vigueur.

En particulier, les engins de chantier seront d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969.

2.4. - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.5. - Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratiles efficaces.

### III - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

3.1. - Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la sécurité publique.

3.2. - Il est interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

3.3. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

3.4. Les mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières dues à la manutention des ferrailles ou à la circulation des engins sur les voies d'accès.

### IV - POLLUTION DES EAUX

4.1. - Pollution des eaux : les eaux domestiques usées seront traitées selon les dispositions habituelles fixées par les Services d'Hygiène et le permis de construire.

Tout rejet d'eaux industrielles seront interdits dans le milieu naturel (Chantourne).

4.2. Pollution accidentelle : toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient, renversement d'engins de transports, etc...) déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

4.3. - L'exploitant devra effectuer une demande d'autorisation de rejet de ses eaux usées auprès du gestionnaire des réseaux d'assainissement collectifs, en précisant la nature et la quantité des eaux usées rejetées.

#### 4.4. - Qualité de l'effluent

La teneur de l'effluent en hydrocarbures ne devra pas dépasser 5 mg/l (selon la norme NFT 90202) ou 20 mg/l, (selon la norme NFT 90203).

4.5. - Les moteurs, boîtes ou ponts hors d'usage seront vidangés de leurs huiles avant d'être mis sur les aires de stockage.

Les opérations de démontage et le stockage des moteurs de véhicules et de tous appareils conteneurs, etc... susceptibles de polluer le sol en raison d'égouttures des produits ou restes de produits qu'ils ont contenu seront réalisées sur une aire étanche formant cuvette de rétention pourvue d'un point bas pour la récupération, avant écoulement sur le sol ou dans les égouts, des hydrocarbures et autres liquides.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc... récupérés, qui devront être éliminés dans des installations autorisées au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Ne pourront en aucun cas être admis en vue de la récupération des métaux les transformateurs et autres récipients contenant ou ayant contenu des PCB ou PCT ou autres produits présentant un caractère toxique ou dangereux

## V - DECHETS

5.1. - Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

5.2. - Toutes précautions (fréquence d'enlèvement, aire étanche...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs, ou d'une pollution des eaux.

## VI - RISQUES d'INCENDIE et d'EXPLOSION

### 6.1. - Dispositions générales

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de huit mètres des produits inflammables, matières combustibles ou pneumatiques.

Chaque poste de découpage sera doté d'au moins un extincteur portable à poudre de 9 kg de capacité unitaire.

Des robinets d'incendie armés de 40 millimètres de diamètre seront installés à proximité des sorties du hangar ou près des stockages "feux secs".

Vu les débits disponibles et éventuellement nécessaires en cas de sinistre, la récupération des eaux d'incendie devra être prise en compte, tout au moins au voisinage des bacs de récupération des hydrocarbures ou sur les zones huileuses.

### 6.2. - Accès

Les bâtiments et les dépôts devront être facilement accessibles par les Services de Secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des Services Incendie puissent évoluer sans difficulté.

### 6.3. - Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

#### 6.4. - Exploitation

a) - Vérifications périodiques : le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier de s'assurer du fonctionnement permanent de tous les organes nécessaires à la mise en oeuvre des dispositifs de sécurité.

b) - Consignes : des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel concerné.

### VII - AUTRES DISPOSITIONS

#### 7.1. - Accident ou incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu, après l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n'a pas donné l'autorisation et, s'il y a lieu, après l'accord de de l'autorité judiciaire.

#### 7.2. - Contrôle et analyse

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles, des analyses et des prélèvements soient effectués, par un organisme indépendant dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

Il pourra également demander la mise en place et l'exploitation, aux frais de l'exploitant, d'appareils pour le contrôle des émissions ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

7.3. - Enregistrements, rapports et contrôle des registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans ou cinq ans à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

7.4. - Normes

En cas de modification de l'une des normes rendues applicables par le présent arrêté, l'homologation de la norme modifiée entraînera substitution des dispositions de cette dernière à celles de la norme précédente.